

TRIBUNAL D'ALGER

L'affaire Cnan 2 aujourd'hui devant les juges

C'est aujourd'hui que le tribunal correctionnel de Sidi M'hamed examinera l'affaire Cnan. Après un premier report, il n'est pas exclu que le président de la 5^e chambre correctionnelle décide de juger l'affaire pour la première fois.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Au banc des accusés, il n'y aura qu'une seule personne, en l'occurrence M. Boumbar l'ex-patron du groupe Cnan. Mais selon l'arrêt de renvoi, plusieurs personnes, jusque-là sous contrôle judiciaire doivent répondre à des chefs d'inculpation de «mauvaise gestion et de dilapidation de biens publics».

L'affaire qui avait éclaté en 2012 avait connu plusieurs rebondissements.

En effet, alors que l'accusation avait touché plusieurs cadres du groupe Cnan, dont deux ex-premiers responsables, l'instruction qui avait suivi et d'autres arguments et pièces versées, avancés par la défense, ont permis à cette affaire de connaître une décantation.

Ainsi, seule une personne est actuellement en détention, alors que l'autre ex-P-dg, à savoir M. Koudil, avait bénéficié de l'extinction de plusieurs chefs d'inculpations, ce qui lui a permis de disposer de la liberté provisoire, il y a de cela plus d'une année. Du côté de la défense,

on reste convaincu que toute la vérité sera faite autour de cette affaire, et ce au profit des mis en cause. Pour rappel, l'affaire de Cnan Group a été marquée, notamment au début, par la mise sous mandat de dépôt de deux P-dg, à savoir Ali Boumbar et son prédécesseur à la tête de la compagnie, Ali Koudil. Ces derniers font partie des 33 cadres ayant été inculpés par le parquet d'Alger pour, entre autres, «dilapidation de deniers publics», «passation illégale de marchés», «corruption», «trafic d'influence» et «violation de la réglementation relative aux mouvements de capitaux de et vers l'étranger».

Selon des sources judiciaires, l'affaire en elle-même a trait aux circonstances dans lesquelles ont été décidées la «vente de certains navires de Cnan Group à l'étranger, la cession d'autres à un privé algérien, ou encore les opérations de filialisation».

Selon des indiscretions rapportées par le *Soir d'Algérie*, la mise sous mandat de dépôt de ces deux ex-premiers responsables de cette



Les inculpés devront répondre de graves chefs d'accusation.

entreprise fait suite à une longue et minutieuse enquête menée par les services de sécurité et les services de l'Inspection générale des finances (IGF).

L'enquête aurait révélé que Ali Boumbar, qui a dissous en 2008 la délégation de Cnan Group à Marseille, alors qu'elle avait été créée par décret présidentiel afin de

prendre en charge les navires algériens en matière de consignation, se retrouve membre du comité de direction de Navimed, une entreprise privée créée la même année à... Marseille.

Cette dernière sera désormais chargée des missions jusqu'ici dévolues à la délégation de Cnan Group Marseille. Dans le dossier du

scandale de la Cnan, on évoque également l'affaire IBC, une entreprise de droit algérien, née d'une association entre le Saoudien Ghait Rashad Pharaon et Laradj, un Algérien établi en Jordanie, et Cnan Group.

La Cnan entre dans le capital d'IBC à hauteur de 49% en mettant dans la cagnotte les navires *Ain-Témouchent, El Hadjar, Nedroma, Nememcha, Blida, Djbel Ksel et Djbel Rafia*. L'homme d'affaires saoudien décroche 49% grâce à l'apport financier et 2% pour M. Laradj.

Ce montage devait, normalement, permettre à l'Algérie de détenir 51% du capital d'IBC, mais très vite après la conclusion de cet accord, une société, Leedarwo, va voir le jour à Panama. Son capital social ne dépasse pas 1 000 dollars américains.

Sur un autre plan, des avocats de la défense rencontrés nous ont fait part de leur détermination à démontrer «le contraire de ce qui a été porté à l'endroit de certains mis en cause dans cette affaire».

Il s'agit notamment de ceux qui sont poursuivis pour les chefs d'inculpation concernant «les réparations et autres rénovations réalisées à l'étranger».

A. B.

AFFAIRES DE L'«AUTOROUTE EST-OUEST» ET «SONATRACH 1»

Reprise des procès les 19 avril et 7 juin prochains

Les procès des affaires de l'«autoroute Est-Ouest» et de «Sonatrach 1» sont respectivement programmés par le tribunal criminel d'Alger pour le 19 avril et le 7 juin prochains, a-t-on appris mardi au tribunal d'Alger.

Le tribunal criminel d'Alger a enrôlé ces deux affaires dans la session criminelle 2015, a-t-on constaté sur le tableau d'affichage à la cour d'Alger.

Le premier procès, celui de l'affaire dite «autoroute Est-Ouest», est prévu le 19 avril prochain. Il sera dirigé par le président du tribu-

nal Hellali Tayeb, avec comme conseillers-asseesseurs Hamadouche Ahmed et Hadj Mihoub Sidi Moussa.

Le second procès, celui de l'affaire dite «Sonatrach 1», programmé pour le 7 juin prochain, aura comme président Reggad Mohamed, alors que les asses-

seurs-conseillers sont Bouhamidi Nadia et Mansouri Hakim.

Ces deux procès ont été reportés par le tribunal criminel d'Alger lors de la précédente session criminelle pour absence d'avocats de certains prévenus dans le premier procès et de témoins pour l'affaire «Sonatrach 1».

Le procès de l'affaire dite de l'autoroute Est-Ouest a été reporté mercredi à la prochaine session criminelle du fait de l'absence au tribunal de l'avocat du principal accusé dans cette affaire, Medjdoub

Chani. Celui-ci a refusé que le tribunal lui désigne un avocat d'office.

L'affaire porte sur des faits de corruption et octroi de commissions dans la passation de marchés publics pour la réalisation du projet autoroutier «Est-Ouest», sur 1 216 km.

Les avocats de la défense ont, par ailleurs, obtenu gain de cause dans le report du procès de l'affaire «Sonatrach 1», en basant leur argumentaire sur l'absence de témoins à cette audience. L'absence de témoins importants

dans ce procès, dans lequel sont impliquées 19 personnes, dont l'ex-P-dg du groupe Mohamed Meziane, a été décisive dans la décision de report à la prochaine session criminelle du tribunal d'Alger.

Les avocats de la défense avaient réclamé, rappelle-t-on, la présence de 38 témoins absents sur les 108 témoins de ce procès. Ils ont estimé que le procès ne pouvait se tenir en l'absence des témoins dans cette affaire.

APS

10 NARCOTRAFIQUANTS ARRÊTÉS PAR LA GENDARMERIE

Un kg de cocaïne pure saisi à Blida

Suite de la page Une

Le passager qui se trouvait à côté du conducteur de ce dernier véhicule, un jeune homme de 29 ans, a paniqué à la vue des gendarmes et a tenté de fuir à travers un verger tout en essayant de jeter un sachet en plastique noir.

Les gendarmes arrêteront le fuyard et récupéreront le sachet noir dans lequel était dissimulée une quantité évaluée à un kilogramme de cocaïne brute.

Envoyée pour analyse à l'Institut national de criminologie de Bouchaoui, il s'avérera que la quantité de drogue saisie était pure et lorsqu'il lui est ajouté d'autres produits pour sa commercialisation, celle-ci produira une quantité de 100 kilogrammes de cocaïne.

Auditionnés, les trois narcotrafiquants dénonceront leurs acolytes au nombre de sept qui habitent dans les wilayas de Relizane, Saïda et Tipasa. Leurs domiciles fouillés, des indices quant à leur implication y seront retrouvés, notamment une somme d'argent estimée à 500 millions de centimes et des voitures utilisées pour assurer la route aux trafiquants.

Une fois la procédure d'enquête ficelée, les dix narcotrafiquants ont été présentés devant le juge d'instruction du tribunal d'El Affroun qui les placés sous mandat de dépôt.

M. B.

ILS ONT OBSERVÉ UN SIT-IN DEVANT LE SIÈGE DE LA WILAYA

Les Patriotes de Bouira réclament leurs droits

Des dizaines de patriotes licenciés ou mis à la retraite durant les années 2000, après plusieurs années d'engagement dans le cadre de la lutte antiterroriste aux côtés des éléments de l'ANP, se sont rassemblés hier devant le siège de la Wilaya de Bouira pour réclamer plus de considération pour leurs engagements pour la sauvegarde de la République.

Ces patriotes, dont beaucoup se sont retrouvés handicapés à vie, victimes d'explosions de bombes et autres attentats terroristes, se sont vu pénalisés par les dernières mesures prises par leur tutelle dans le calcul de leur pension de retraite.

En effet, selon les représentants de ces Patriotes, la loi stipule que le calcul des pensions de retraite sera fait sur la base de sept ans et demi d'engagement dans la lutte antiterroriste. Or, rappellent les protestataires, s'il est vrai que des centaines de leurs collègues cumulent

plus de sept ans et demi de travail, et qu'ils ouvrent de fait droit à la retraite, qu'en est-il de leurs collègues engagés dans la lutte antiterroriste et qui se retrouvent, parfois après une semaine d'engagement, victimes d'une explosion de bombe qui leur ampute les deux jambes et qui les rendent invalides ; qu'en est-il de leurs collègues qui sont blessés après cinq ans de service, qu'en est-il de ceux morts après trois jours de leur engagement ? Autant de cas soulevés hier par ces protestataires et que la loi semble ignorer pour ne pas dire autre chose. Aussi, par leur sit-in d'hier, ces Patriotes espèrent trouver une oreille attentive de la part des responsables de la wilaya pour transmettre leurs doléances en haut lieu. Après leur engagement pour la sauvegarde de la République, ces Patriotes qui sont des milliers à travers le pays, ne réclament qu'une seule chose : finir leur vie décemment avec si possible une reconnaissance même tacite de leur engagement au moment où beaucoup avaient préféré la fuite ou «le couchez-vous», comme dirait-on.

H. M.